

POUR UNE DESEXCELLENCE DES UNIVERSITES

La Libre Belgique, Carte blanche, publiée le samedi 24 mars 2012

Les universités vont mal.

Les valeurs sur lesquelles se fondent leurs pratiques sont balayées par l'idéologie mercantile dominante. Pensée critique, débats et pluralité des points de vue, quête de connaissances, mûrissement et partage des savoirs : autant de notions qui s'accordent mal avec les logiques de profit immédiat, d'hyper-compétition, d'utilitarisme et de défense des intérêts privés qui prévalent aujourd'hui. Partout en Europe, les universités abandonnent leur rôle de service public. Par peur ou par calcul, leurs dirigeants adoptent une série de croyances développées dans les milieux économiques. Croyance selon laquelle la recherche et l'enseignement seraient au service de l'économie et non l'inverse. La valeur d'un savoir tiendrait en sa capacité à engendrer des profits financiers immédiats. Les structures académiques pourraient être transformées en unités de production dont les performances se mesureraient sur base d'un calcul d'input et d'output. Combinée au sous-financement et à une mise en concurrence sur le marché de l'éducation, l'adoption de ces croyances a entraîné une transformation profonde du monde académique. Celui-ci fonctionne désormais sur un modèle managérial, où l'on se préoccupe moins de questions scientifiques et pédagogiques que d'indicateurs de performance, de positionnement stratégique et d'image de marque.

Explicitement ou implicitement battues en brèche, les valeurs de service public sont remplacées par une idéologie de "l'Excellence", prônant rentabilité, compétitivité, adaptabilité et employabilité. Les autorités universitaires comme le monde politique claironnent le bien-fondé de ces changements. La recherche serait redynamisée et utilement réorientée vers la production de résultats valorisables. Les enseignements seraient dégraissés, harmonisés et recentrés sur l'acquisition de compétences adaptées.

Les étudiants trouveraient une offre en phase avec les spécificités du marché de l'emploi. Les "incubateurs", "clusters" et autres "spin-off" unissant les universités au secteur privé nourriront la recherche et favoriseraient la croissance. Mais derrière cette façade rassurante se cache une autre réalité. Car l'idéologie de l'Excellence n'est pas seulement une escroquerie intellectuelle, née d'un parallélisme erroné entre le monde académique et celui de l'entreprise. Elle est le fruit d'une destruction concertée de ce que représentent les universités, avec des conséquences désastreuses sur le plan aussi bien moral, qu'humain, scientifique et pédagogique. Moral d'abord, puisque cette idéologie consacre un acte de flibusterie : faire payer au public la production de "capital humain" et de savoirs qui enrichiront avant tout le privé. Cet enrichissement, notons-le, ne profite pas seulement à l'industrie, mais aussi à d'autres secteurs, comme celui de l'édition scientifique qui voit quelques éditeurs en position de monopole revendre à profit le fruit d'un travail entièrement financé par le public.

Dans un cas comme dans l'autre, la crise actuelle montre bien les dommages causés à la collectivité par ce type de transaction. Humain ensuite, car les universités n'existent que grâce à l'investissement quotidien de milliers de travailleurs qui se dépensent sans

compter, souvent avec passion, mus par l'intérêt qu'ils portent à leur activité et par leur conviction d'œuvrer au bien commun. En ramenant ces notions au rang d'archaïsmes, l'idéologie de l'Excellence prive non seulement les chercheurs-enseignants d'une source essentielle de motivation, mais détruit également la carrière d'un nombre croissant d'entre eux, souvent les plus attachés à défendre et à faire vivre la mission publique des universités. Scientifique également, car l'obsession pour les indicateurs d'Excellence, entraîne une course au résultat facile et au coup médiatique. Pour faire du « chiffre », il faut publier vite et beaucoup. Obtenir des financements colossaux pour des projets montés et menés à la hâte. Répondre à des critères d'évaluation mis en place par des personnes qui ignorent tout du fonctionnement de la recherche. Cacher des résultats dont d'autres pourraient tirer profit. Les conséquences ne se font pas attendre : appauvrissement et formatage des domaines investigués, réduction des prises de risque et des recherches à long terme, multiplication des résultats invalides et des fraudes. Entre 2001 et 2010, par exemple, le nombre d'articles rétractés pour cause d'informations erronées ou de résultats arrangés a été multiplié par 15. Les deux secteurs les plus touchés sont la médecine et les sciences du vivant. Pédagogique enfin, car l'idéologie de l'Excellence conduit à désinvestir l'enseignement.

Puisque les dossiers académiques sont prioritairement évalués sur base de statistiques de publication, il devient dangereux de consacrer du temps à l'encadrement des étudiants. Ce travail est progressivement relégué à des travailleurs de l'ombre, au statut souvent précaire. Du côté de la réflexion pédagogique, la mode actuelle est à la rédaction de "référentiels de compétences". Ceux-ci valident la vocation désormais utilitariste des universités et le caractère marchand de la relation d'apprentissage. Le but premier des référentiels est en effet d'attirer et de fidéliser des étudiants-clients, en faisant miroiter des perspectives "d'employabilité" accrues. Mais ce tour de passe-passe pédagogique conduit en pratique à substituer des savoirs instrumentaux aux connaissances et à la réflexion. Les universités vont décidément mal. Souvent occultées par le rouleau compresseur des réformes et des incantations managériales, les critiques commencent heureusement à se faire entendre. Des poches de résistance apparaissent çà et là, nées de façon indépendante.

Le constat est partout le même : celui de la destruction organisée des activités de recherche et d'enseignement. L'un des mérites de ces poches de résistance est de ramener dans les universités un débat qui, durant deux décennies, a été confisqué par des officines privées et relayé par des politiques acquis à leur cause. Mais la tâche à accomplir pour désenvoûter les esprits est énorme. Elle implique un travail aussi bien individuel que collectif. Individuel, parce qu'il faut transformer ces pratiques professionnelles pour qu'elles s'accordent avec la conception d'une institution publique, au service de la collectivité. Collectif, parce qu'il faut à la fois connecter les poches de résistance existantes et les renforcer si l'on souhaite pouvoir peser sur les politiques universitaires. Comme des centaines d'autres collègues en Europe, les signataires de ce texte s'y emploient désormais activement.

J.-M. Decroly, C. Deligne, O. Gosselain, J.-J. Heirwegh, P. Lannoy, G. Lebeer, A. Livingstone Smith, J. Moriau, V. Piette, M. Van Crielingen ; chercheurs-enseignants désexcellents à l'Université libre de Bruxelles.